

Le réseau de bureaux a suivi l'avance de l'économie dans les nouveaux centres urbains et dans les chantiers pétroliers et miniers et s'est étendu aux anciennes collectivités où l'expansion industrielle et commerciale exigeait encore plus de services bancaires. Il a suivi le mouvement des populations vers les banlieues et s'est implanté dans les centres d'achat. Après avoir été de 3,300 en 1939 et de 3,100 en 1945, le nombre de succursales a augmenté de plus de 2,100 dans seize années de l'après-guerre. On peut donc conclure que les banques canadiennes ont su mettre à profit le mouvement d'expansion d'après-guerre pour augmenter en volume et varier les services qu'elles offrent à l'industrie et aux particuliers. Elles se font une forte concurrence auprès du client en lui offrant une grande variété de dépôts nouveau genre, y compris différents programmes d'épargne, de nouveaux modes de retrait et un meilleur service de prêt.

A la fin de la guerre, il y avait plus de quinze ans que les banques souffraient de la faible demande de crédit commercial. La crise économique avait entraîné une baisse marquée des prêts, qui n'avaient ensuite marqué qu'une hausse légère avant la guerre. A ce moment-là, l'économie n'avait pas repris son essor et, durant la guerre, une multitude de facteurs ont restreint les prêts bancaires. L'actif des banques en fut donc modifié. A la fin de 1945, les valeurs détenues par les banques constituaient 55 p. 100 de leur actif, contre 40 p. 100 juste avant la guerre et seulement 15 p. 100 en 1930. Le régime de restrictions économiques mis en vigueur pendant la guerre fut graduellement liquidé lors de la reconstruction. Les prêts commerciaux remplacèrent les valeurs gouvernementales dans l'actif des banques, lorsque l'économie se mit à croître dans le secteur privé et à ralentir dans le secteur public. De la fin de 1945 à la fin de 1950, les prêts bancaires en devise canadienne ont passé de 21 à 31 p. 100 de l'actif des banques. Pendant ce temps, l'actif global des banques a augmenté rapidement dans le cadre du régime de l'argent abondant favorisé par les autorités monétaires afin de stimuler l'économie et d'écartier la régression dont beaucoup avaient craint pour l'après-guerre. Durant la période quinquennale terminée le 31 décembre 1950, l'actif global avait augmenté, à peu près exclusivement en actif canadien, de 7,300 millions à 9,400 millions.

Ce n'est qu'au début de la guerre de Corée en juin 1950, que la crainte de l'inflation, née de la forte mise à contribution des ressources canadiennes, a entraîné l'imposition de mesures restrictives. Depuis lors, les banques ont pu consentir de plus en plus de prêts, au fur et à mesure que les autorités adaptaient la politique monétaire aux changements de la situation commerciale. Elles ont connu tour à tour des périodes de relâche et de resserrement, qui ont entraîné à leur suite une augmentation rapide et un nivellement, mais non une baisse, de l'actif bancaire.

La période d'essor de 1950-1951, entraînée par la situation en Corée, a été suivie, après une pause, d'une vague d'investissements en 1953-1954. Le recul économique de 1954-1955 s'est accompagné d'un adoucissement de la politique monétaire. Les banques en ont alors profité pour augmenter leurs disponibilités sous forme d'obligations de l'État. Vers la fin de 1955, les investissements ont connu un essor encore plus prononcé. Une fois de plus, l'économie et le système bancaire ont traversé une période d'exploitation à plein des ressources. Les autorités financières ont rétabli l'équilibre en imposant des restrictions au système bancaire. C'est alors qu'elles ont imposé notamment une réserve secondaire de 7 p. 100 dont on était convenu, en plus des réserves liquides de 8 p. 100 déjà prévues dans la revision de 1954 de la loi sur les banques. Un autre accord conclu avec la Banque du Canada visait à restreindre les prêts à terme destinés à des immobilisations*. En 1956, on a aussi imposé des restrictions aux prêts que les banques consentaient aux sociétés de prêt à tempérament. L'essor de 1955-1957 a été suivi d'un léger recul en 1957-1958, d'une certaine reprise en 1958-1959, d'un autre

* Ces prêts étaient surtout une innovation d'après-guerre au Canada. En 1954-1955, période d'abondance monétaire, ils ont augmenté passablement. Depuis 1956, on consent toujours des prêts à terme, lorsque la situation le permet, mais suivant des conditions plus restreintes.